

Unité départementale de l'Artois  
Centre Jean Monnet  
Avenue de Paris  
62400 Bethune

Bethune, le 25/11/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/10/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **THYSSEN KRUPP ELECTRICAL STEEL UGO**

B.P. 23  
Rue Roger Salengro  
62330 Isbergues

Références : 612-2025  
Code AIOT : 0007002377

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/10/2025 dans l'établissement THYSSEN KRUPP ELECTRICAL STEEL UGO implanté B.P. 23 Rue Roger Salengro 62330 Isbergues. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite a été réalisée dans le cadre de la gestion des suites de la visite du 28 avril 2025.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- THYSSEN KRUPP ELECTRICAL STEEL UGO
- B.P. 23 Rue Roger Salengro 62330 Isbergues
- Code AIOT : 0007002377

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société THYSSENKRUPP ELECTRICAL STEEL UGO SAS exploite une usine de fabrication de tôles mécaniques sur la plate-forme industrielle de la commune d'Isbergues.

Ses principales activités sont les suivantes:

- traitement thermique des bobines métalliques par plusieurs fours de chauffe (fonctionnement électrique sous atmosphère hydrogène/azote ou alimentation au gaz naturel);
- décapage des bobines métalliques par bains successifs de solutions diluées d'acide sulfurique;
- nitruration des bobines métalliques par injection d'ammoniac au cours d'une étape de traitement thermique;
- traitement mécanique des bobines métalliques: laminage, découpe et aplanissement.

Ces éléments sont ensuite utilisés dans:

- les transformateurs électriques;
- les bobines d'inductance;
- les machines tournantes de très grande puissance (stator des turbo-alternateurs).

Le site, régulièrement autorisé par l'arrêté préfectoral du 4 mars 2008, est passé d'un statut de seuil bas à autorisation, suite notamment à l'arrêt de l'utilisation de l'acide fluorhydrique sur une ligne à présent arrêtée et démantelée. Ce changement de statut a été acté par l'arrêté préfectoral complémentaire du 04 juillet 2017.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Autosurveillance	AP Complémentaire du 04/07/2017, article 5.1.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Seuil de sécurité détection ammoniac	AP Complémentaire du 04/07/2017, article 5.2	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a justifié du respect de la prescription pour laquelle il était attendu des suites lors de la visite d'inspection précédente. Celui-ci devra apporter des justificatifs à l'Inspection concernant l'autosurveillance. L'exploitant a également informé l'Inspection que suite à une baisse d'activité de 50%, celui-ci a mis en place une activité partielle de longue durée (APLD), pour une durée de 9 mois.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Seuil de sécurité détection ammoniac

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 04/07/2017, article 5.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Détection ammoniac
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 28/04/2025</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>[...] Le dépôt doit être équipé d'au moins deux détecteurs permanents de gaz dans l'environnement de type toximétrie et explosimétrie. <u>L'exploitant fixera au minimum les deux seuils de sécurité suivants :</u></p> <p><b>franchissement du seuil de toxicité 1 (10 ppm) ou du seuil d'explosivité 1 (0,2%)</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- activation de l'alarme visuelle extérieure de l'installation (gyrophare) ;</li><li>- activation du mode lavage du système de ventilation de l'installation interdisant l'entrée dans le local jusqu'à rétablissement d'un seuil inférieur à 10 ppm (via une consigne).</li></ul> <p><b>franchissement du seuil de toxicité 2 (25 ppm) ou du seuil d'explosivité 2 (0,4%)</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- activation de l'alarme visuelle extérieure de l'installation (gyrophare) ;</li><li>- activation de l'alarme sonore (klaxon) de l'installation ;</li><li>- mise en sécurité de l'installation impliquant la fermeture automatique des organes de coupure affectés à chaque récipient ainsi que sur les collecteurs sortie racks, de manière d'une part à stopper l'alimentation en fluide et d'autre part à réduire considérablement les volumes potentiellement libérés et ce, en cas de survenue d'un défaut, l'arrêt des équipements électriques ainsi que l'arrêt des lignes Décarb 2 et 3 (consécutif à l'arrêt de l'alimentation) ;</li><li>- activation du mode lavage du système de ventilation de l'installation interdisant l'entrée dans le local jusqu'à rétablissement d'un seuil inférieur à 10 ppm (via une consigne).[...]</li></ul> <p>[...]Des capteurs sont positionnés au droit d'éventuels lieux de fuite (rampe d'injection des fours, skid, local ammoniac...). Ces capteurs détectent toute concentration dans l'atmosphère &gt; 10 ppm, générant alors une alarme reportée notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- sur l'armoire de gestion des SAS de la cabine sortie (Décarb 2 et 3) ;[...]</li></ul>
<b>Constats :</b> <p>En date du 05 septembre 2025, l'exploitant a transmis par courriel à l'Inspection, les rapports d'intervention pour le contrôle des asservissements des lignes décarburation 2 et 3 ainsi que le stockage d'ammoniac.</p>

Lors de la visite d'inspection, l'Inspection a pu constater, le passage de seuil d'alerte des capteurs de NH3 de 1 à 10ppm sur les analyseurs des lignes décarburation 2 et 3.

En date du 24 octobre 2025, l'exploitant a transmis à l'Inspection les rapports de contrôle des capteurs NH3 pour les lignes décarburation 2 et 3 suite aux modifications de seuils.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Autosurveillance

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 04/07/2017, article 5.1.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Télédéclaration

### **Prescription contrôlée :**

L'exploitant est tenu de mettre en œuvre une surveillance de ses installations hors heures ouvrées permettant d'assurer le même niveau de sécurité qu'en heures ouvrées et visant à la réactivité nécessaire en cas de dépassement des seuils prévus à l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013.

Conformément à l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement, sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisées conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans les dits arrêtés dès lors que les dites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'Inspection des Installations Classées ou au préfet.

La fréquence de transmission est mensuelle.

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise, notamment celles de son programme d'auto surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives prévues par l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 lorsque les résultats sont supérieurs aux valeurs réglementaires seuil prévues dans le dit arrêté.

Sans préjudice des dispositions de l'article R. 512-69 du code de l'environnement et conformément au chapitre 10.2 l'exploitant établit avant la fin de chaque mois calendaire un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses du mois précédent. Ce rapport, traite au minimum de l'interprétation des résultats de la période considérée (en particulier cause et ampleur des écarts), des mesures comparatives mentionnées au 10.1, des modifications éventuelles du programme d'auto surveillance et des actions correctives mises en œuvre ou prévues (sur l'outil de production, de traitement des effluents, la maintenance...) ainsi que de leur efficacité.

Il est tenu à la disposition permanente de l'inspection des installations classées pendant une

durée de 10 ans.
<p><b>Constats :</b></p> <p>En séance, l'Inspection a demandé des explications sur les absences répétées des déclarations mensuelles sur la plateforme GIDAF. Ces absences portent notamment sur les déclarations des volumes d'eaux de prélèvement d'eau du Canal et de la Nappe. L'exploitant a notifié, dans GIDAF, que certaines absences étaient la conséquence d'un dysfonctionnement.</p> <p>L'Inspection a demandé des explications au sujet des dysfonctionnements identifiés dans GIDAF. L'exploitant a évoqué une problématique de communication avec l'appareil de mesure. L'exploitant s'est engagé en séance à mettre à jour les données GIDAF pour lesquelles il aura pu récupérer des données et à défaut, transmettre le plan d'actions et éléments associés.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmettra les éléments de justifications suivants à l'Inspection:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Mise à jour des données GIDAF avec explication sur les absences ou compléter les données.</li> <li>- à défaut, un plan d'actions et actions associées suite à la perte de données des relevées de mesures.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois